

## **COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU 25 JUIN 2012**

**Nombre de Conseillers : 19**

**Présents : 12**

**Pouvoir : 0**

L'an deux mille douze et le vingt-cinq juin, le Conseil Municipal de la commune de LE THORONET, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la mairie, sous la présidence de Monsieur UVERNET Gabriel, Maire.

**PRESENTS : UVERNET Gabriel, Maire, GARCIA Eric, LEBORGNE Sylvie, CAZZOLA Stéphane, BERGEZ Danielle, Adjoints; MARTIN Alain, PELLERIN Annick, LACREUSE Brigitte, EGENSCHWILLER Sabine, BESSONE Eric, HILY Guy, BLANC Aymeric-Numa.**

**Absents et excusés :**

**WEISS Elisabeth,  
LAMBERT CONSTANT Eliane,  
DOTTA Stéphane,  
BUISINE Serge,  
FILERI Grégory,  
MATI Chantal,  
GIROUD Patrick.**

**Désignation du secrétaire de séance : Madame Danielle BERGEZ**

**Lecture du compte rendu : Adopté avec observations :**

- Point n°1 : Association LIONS CLUB, attribution de 200 € par enfant dans la limite des 600€.

**Lecture des décisions :**

- Attribution du marché Public 012/S01, mission de coordination (gestion et suivi) et de soutien logistique pour la structure de la maison des jeunes.

Un débat s'instaure quant au prix de la mission de coordination pour la structure de la maison des jeunes, c'est un choix politique.

Arrivée de Madame Brigitte LACREUSE à 18h30 et de Monsieur Aymeric-Numa BLANC à 18h50.

### **1. EMPRUNT BUDGET EAU**

Monsieur l'Adjoint aux Finances informe le Conseil Municipal que pour procéder à des travaux du réseau d'eau, il est nécessaire de solliciter un prêt d'un montant de 100 000 € sur 20 ans.

Trois organismes bancaires ont été sollicités : la Caisse d'Epargne Côte d'Azur, le Crédit Agricole Provence Côte d'Azur et Dexia Crédit Local.

L'offre du crédit agricole est la meilleure avec un taux fixe proposé de 5.77 %. Les autres caractéristiques sont :

Périodicité des remboursements : Trimestrielle

Amortissement constant du capital

Frais de dossier : 0.40 % du capital emprunté ramenés à 0.20% soit 200 €

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : Décide de contracter un prêt de 100 000 € auprès du Crédit Agricole Provence Côte d'Azur aux conditions énumérées ci-dessus,

**ARTICLE SECOND** : Décide d'affecter le montant de ce prêt au paiement des factures liées à l'objet du prêt,

**ARTICLE TROISIEME** : Mandate Monsieur le Maire pour signer tous les documents relatifs à cet emprunt et s'engage à inscrire chaque année au budget la somme nécessaire à son remboursement.

**Adopté à l'unanimité**

Le prix de revient de l'eau sera présenté au prochain Conseil Municipal. Un débat porte sur la responsabilisation liée aux consommations d'eau.

## **2. SUBVENTION ASSOCIATION DES JEUNES THORONÉENS**

**Vu** le budget primitif voté par l'Assemblée délibérante,

**Considérant** l'intérêt que représente l'action des diverses associations,

**Considérant** qu'il convient de les encourager et de soutenir leur activité,

Monsieur le Maire expose aux membres de l'assemblée délibérante qu'une nouvelle association a vu le jour en janvier 2012: « Thoronet Loisirs », dont le siège est à la Maison des Jeunes thoronéenne.

Cette association a pour but de favoriser l'accès aux loisirs et promouvoir les projets culturels, sportifs et artistiques des jeunes de 18 à 25 ans.

Lecture est donnée de la lettre du président de l'Association.

Après un tour de table, il ressort qu'il convient pour la première année, comme pour toute autre association, de verser le montant habituel. Ce montant pourra être révisé selon le bilan des actions de l'association.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE** : D'attribuer à l'association « Thoronet Loisirs », la somme de 150 € au titre des subventions 2012.

**Adopté à l'unanimité**

<b>3. OBJET : INSTITUTION DE LA PARTICIPATION À L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF (P.A.C.)</b>
---

Monsieur le Maire expose que la participation pour l'assainissement collectif (PAC) a été créée par l'article 30 de la loi de finances rectificative pour 2012 n° 2012-354 du 14 mars 2012 pour permettre le maintien du niveau actuel des recettes des services publics de collecte des eaux usées et pour satisfaire les besoins locaux d'extension des réseaux, notamment dans les zones de développement économique ou urbain.

Elle est destinée à remplacer la participation pour raccordement à l'égout (PRE), supprimée en tant que participation d'urbanisme liée au permis de construire à compter du 1er juillet 2012.

A compter du 1er juillet 2012, la participation pour raccordement à l'égout (PRE) est supprimée et remplacée par la participation pour assainissement collectif (PAC). Il précise les points suivants :

La participation, facultative, est instituée par délibération du conseil municipal ou de l'organe délibérant compétent en matière d'assainissement. Cette délibération en détermine les modalités de calcul et en fixe le montant. Ce dernier pourra être différencié pour tenir compte de l'économie réelle réalisée par le propriétaire selon qu'il s'agit d'une construction nouvelle ou d'une construction existante nécessitant une simple mise aux normes. Son fait générateur est la date de raccordement au réseau collectif.

La participation représente au maximum 80% du coût d'un assainissement individuel ; le coût du branchement est déduit de cette somme.

Elle est due par le propriétaire de l'immeuble raccordé. Toutefois, si celui-ci a été antérieurement redevable de la participation pour raccordement à l'égout, la participation pour assainissement collectif ne pourra pas être exigée.

A noter des dispositions transitoires qui prévoient :

- Pour les dossiers de permis ou de déclaration préalable déposés avant le 1er juillet 2012, la PRE pourra être prescrite ;
- Pour les dossiers déposés à compter du 1er juillet 2012, aucune PRE ne pourra plus être prescrite par l'autorisation ou l'arrêté mentionné à l'article L. 424-6 fixant les participations.

En conclusion, Monsieur le Maire propose d'instaurer cette nouvelle participation en application de l'article L.1331-7 du code de la santé publique avec effet au 1 juillet 2012.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER** : D'instituer une participation au financement de l'assainissement collectif à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2012.

**ARTICLE SECOND** : De fixer les tarifs de la Participation à l'Assainissement Collectif comme ci-dessous :

<b>CALCUL DE LA P.A.C.</b>	
<b>Pour logement d'habitation en construction nouvelle</b>	<u>Logement individuel</u> : 3500 € <u>Logement collectif</u> : - de 2 à 5 logements : 2000 € /logement - de 6 à 10 logements : 1500 € /logement - de 11 à 30 logements : 1250 € /logement
<b>Pour logement d'habitation déjà existant</b>	<u>Logement individuel raccordé ou raccordable au réseau Assainissement collectif (A.C).</u> , équipé d'un assainissement non collectif : Pas de P.A.C.  <u>Création de logements supplémentaires dans une construction existante raccordée au réseau A.C.</u> : 1700 € /logement supplémentaire.  <u>Extension de logement d'une construction existante raccordée (sans création de logement supplémentaire)</u> : 500 € par tranche de 30 m <sup>2</sup> de surface de plancher créée.
<b>Hébergement hôtelier</b>	- 2 à 5 chambres : 2000 € /chambre - 6 à 10 chambres : 1500 € /chambre - 11 à 20 chambres : 1200€ /chambre - plus de 20 chambres : 1000 € /chambre
<b>Pour construction à usage d'activités</b>	Forfait 3500 € jusqu'à 300 m <sup>2</sup> puis 10 € /m <sup>2</sup> au-delà de 300 m <sup>2</sup>
<b>FAIT GENERATEUR DE PAIEMENT DE LA P.A.C</b>	
<b>Pour les constructions nouvelles</b>	Raccordement à l'égout
<b>Pour extension logement dans une construction existante raccordée</b>	Arrêté de permis de construire ou déclaration préalable
<b>Pour création de logements supplémentaires dans une construction existante raccordée</b>	Constat de l'agent assermenté d'urbanisme pour la création de logements ou locaux sans modification des volumes extérieurs.

**Adopté à l'unanimité**

**4. MODIFICATION DÉLIBÉRATION DU 15.03.2008 ET 30.05.2012**  
**COMPOSITION DES COMMISSIONS COMMUNALES**

A la demande d'élus(s), Monsieur le Maire propose au Conseil municipal de modifier la composition des Commissions Communales qui ont à charge de mener une réflexion politique sur différents sujets et projets ayant trait à leur intitulé.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE UNIQUE** : Que les Commissions communales sont composées comme suivant :

<b>COMMISSION</b>	<b>MEMBRES DE LA COMMISSION</b>
Finances	<b>Eric GARCIA</b> / Sylvie LEBORGNE / Patrick GIROUD/ Stéphane CAZZOLA / Serge BUISINE/ Alain MARTIN/Annick PELLERIN
Travaux	<b>Stéphane CAZZOLA</b> / Alain MARTIN / Patrick GIROUD / Stéphane DOTTA
Urbanisme	<b>Stéphane CAZZOLA</b> / Eric BESSONE / Alain MARTIN / Grégory FILERI / Aymeric-Numa BLANC / Serge BUISINE
Développement économique	<b>Stéphane CAZZOLA</b> / Guy HILY / Brigitte LACREUSE / Sylvie LEBORGNE/Stéphane DOTTA/ Serge BUISINE / Eric GARCIA
Ecole	<b>Sylvie LEBORGNE</b> / Danièle BERGEZ / Eliane CONSTANT/Sabine EGENSCHWILLER / Annick PELLERIN / Serge BUISINE
Culture tourisme	<b>Sylvie LEBORGNE</b> / Sabine EGENSCHWILLER / Brigitte LACREUSE /Annick PELLERIN / Eliane CONSTANT
Associations	<b>Danièle BERGEZ</b> / Eric GARCIA / Chantal MATI / Elisabeth DIETRICH-WEISS / Annick PELLERIN
Environnement	<b>Sylvie LEBORGNE</b> / Eric BESSONE / Brigitte LACREUSE / Alain MARTIN/ Serge BUISINE
Sport et jeunesse	<b>Eric GARCIA</b> / Sylvie LEBORGNE / Grégory FILERI
Fêtes et cérémonies	<b>Elisabeth DIETRICH-WEISS</b> / Chantal MATI / Patrick GIROUD / Danièle BERGEZ
Communication	<b>Elisabeth DIETRICH-WEISS</b> / Aymeric-Numa BLANC / Serge BUISINE / Stéphane CAZZOLA / Sabine EGENSCHWILLER
C.C.A.S.	<b>Danièle BERGEZ</b> / Aymeric-Numa BLANC / Chantal MATI / Eliane CONSTANT/ Annick PELLERIN / Serge BUISINE
Relations intergénérationnelles	<b>Danièle BERGEZ</b> / Brigitte LACREUSE / Sylvie LEBORGNE / Serge BUISINE
Jumelage et problèmes européens	<b>Guy HILY</b> / Sylvie LEBORGNE / Sabine EGENSCHWILLER / Aymeric-Numa BLANC / Eric GARCIA / Annick PELLERIN / Stéphane CAZZOLA

**Adopté à l'unanimité**

## **5. MISE À DISPOSITION DU TERRAIN DE TENNIS**

**Vu** la délibération du 25.09.2006 portant mise à disposition du terrain de tennis au profit de l'association Thoronet Tennis Club,

**Considérant** que la convention signée entre les parties en 2006 arrive à échéance,

**Considérant** les difficultés de gestion des planning d'utilisation notamment les jours fériés, samedi/dimanche, et en dehors de heures d'ouverture de la Mairie,

Monsieur le Maire propose au Conseil municipal de renouveler la convention de mise à disposition du terrain au Tennis Club, afin que ce dernier poursuive la gestion notamment des planning d'accès au terrain tennis et des cours dispensés aux enfants.

Monsieur le Maire fait lecture du projet de convention.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER :** D'accepter le renouvellement de la mise à disposition du terrain de tennis au Tennis club.

**ARTICLE SECOND :** D'autoriser Monsieur le Maire à signer la Convention.

**Adopté à l'unanimité**

## **6. CRÉATION D'UN CINQUIÈME POSTE D'EMPLOI SAISONNIER À TEMPS COMPLET**

**CONSIDERANT** qu'il convient de renforcer les effectifs des Services Techniques et Services des Eaux pour la période du 1er juin au 31 août.

**Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,**

**DECIDE**

**ARTICLE PREMIER :** De créer un cinquième poste d'agent saisonnier à temps complet, pour exercer les fonctions d'agents polyvalents des Services Techniques et Services des Eaux, correspondant au grade Adjoint Technique 2<sup>ème</sup> Classe 1<sup>er</sup> échelon.

**ARTICLE SECOND :** Que La rémunération s'effectuera par référence aux grilles indiciaires afférentes, grade Adjoint Technique 2<sup>ème</sup> Classe 1<sup>er</sup> échelon.

**ARTICLE TROISIEME :** D'autoriser le Maire à procéder au recrutement des agents saisonniers non-titulaires dans les conditions fixées par l'article 3, alinéa 2 de la loi du 26 janvier 1984 précitée,

**Adopté à l'unanimité**

**7. PROJET D'EXTENSION DE L'ECOLE LUCIE AUBRAC ET DEMANDES DE SUBVENTIONS AU TITRE DE L'ANNÉE 2012 DANS LE CADRE DU CONTRAT DE TERRITOIRE 2009-2012.**

Monsieur le Maire rappelle l'objet du projet d'extension de l'Ecole Lucie Aubrac portant sur la construction d'un ouvrage neuf en continuité du bâtiment de l'école Lucie Aubrac existant sur la parcelle AW 352 le Clos.

Le projet se divise :

- en une tranche ferme soit la création outre 3 classes, d'une salle plurivalente, de sanitaires, d'un bureau pour le Directeur de l'Ecole, d'un préau ainsi que le Gros œuvre du local destiné à une micro-crèche hors d'eau et hors d'air
- en une tranche conditionnelle soit le second œuvre et l'aménagement de la micro-crèche, affermie le 13.04.2012,

Les dix lots composant le marché public ont été attribués par décision en date du 14/02/2012 et 18/04/2012 et permettent d'établir l'état suivant :

<b>Nom Opération</b>	<b>EXTENSION DE L'ECOLE LUCIE AUBRAC</b>		
<b>Division de l'opération en tranche</b>	<b>TRANCHE FERME en € H.T.</b>	<b>TRANCHE CONDITIONNELLE affermie, en € H.T.</b>	<b>TOTAL DES DEUX TRANCHES en € H.T.</b>
<b>Définition de la tranche</b>	Création de 3 classes, d'une salle plurivalente, de sanitaires, d'un bureau pour le Directeur de l'Ecole, d'un préau ainsi que le Gros œuvre du local destiné à une micro-crèche (hors d'eau et hors d'air) sur la parcelle AW 352 le Clos	Second œuvre et l'aménagement de la micro-crèche.	
<b>Montant total des travaux selon les marchés publics 011/T02 et 012/T01</b>	<b>945 228,47 €</b>	<b>94 521,71 €</b>	<b>1 039 750,18 €</b>
<b>Montant de la maîtrise d'œuvre représentant 8.2% du montant des travaux</b>	<b>77 508,73 €</b>	<b>7 750,78 €</b>	<b>85 259,51 €</b>
<b>Montant total des travaux honoraires compris</b>	<b>1 022 737,20 €</b>	<b>102 272,49 €</b>	<b>1 125 009,69 €</b>

Monsieur le Maire indique que l'Etat (à travers la D.E.T.R.), le Conseil Général du Var, ont été sollicités pour l'obtention de subventions, indispensables pour le financement de cet équipement public d'intérêt général.

De même, une demande a été réalisée auprès de la C.A.F. uniquement pour la part de la mini-crèche. S'agissant du Conseil régional PACA, l'opération n'était pas éligible.

Nom Opération	EXTENSION DE L'ECOLE LUCIE AUBRAC		
Division de l'opération en tranche	TRANCHE FERME	TRANCHE CONDITIONNELLE affermie	TOTAL DES DEUX TRANCHES
Montant total des travaux honoraires compris	1 022 737,20 € H.T.	102 272,49 € H.T.	1 125 009,69 € H.T.
Subventions et organismes sollicités :			
C.A.F.			
CONSEIL GENERAL	enveloppe 2009 notifiée : 70 000 €	/	266 606 €
	enveloppe 2010 notifiée : 76 606 €		
	enveloppe 2011 notifiée : 120 000 €		
D.E.T.R.	Notification que le projet n'est pas retenu : 15/06/2012		00,00€
MONTANT TOTAL DES SUBVENTIONS OBTENUES			358 606 €
MONTANTS DEMEURANT A FINANCER			766 403,69 €

Il convient désormais de formuler une nouvelle demande de subvention au titre de l'année 2012.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal,

**DECIDE**



**ARTICLE PREMIER :** De solliciter, dans le cadre du contrat de territoire 2009-2012, le Conseil Général du Var pour l'obtention d'une subvention, la plus importante possible, au titre de l'enveloppe 2012.

**ARTICLE SECOND :** De charger Monsieur le Maire de réaliser la dite demande de subvention auprès du Conseil Général du Var.

**Adopté à l'unanimité**

<b><u>INFORMATIONS DIVERSES</u></b>
-------------------------------------

**Par Monsieur Le Maire :**

- Lecture du courrier de Mme Christiane HUMMEL, Sénatrice du Var, portant sur la proposition parlementaire de Loi pour une meilleure répartition des pharmacies en milieu rural.
- Lecture du courrier de la Fédération de l'Union Nationale des Combattants et demande, au nom de Mme PEYRE, l'autorisation pour l'acquisition d'un drapeau tricolore « Rhin et Danube ». Validé par les membres de l'Assemblée délibérante.

**Par Madame Sylvie LEBORGNE :**

Une projection du film, ayant pour sujet les mineurs, sera réalisée dans le cadre de l'inauguration de la zone aménagée du boulevard du 17 Aout 1944.

**Par Monsieur Stéphane CAZZOLA :**

Inauguration de « Anne-So Fleurs » vendredi 29 Juin à 19h00.

Séance clôturée à 20h20.

**La secrétaire de séance**

**Madame Danielle BERGEZ**